

RÈGLEMENT # 1

ARTICLE 1 – AVANT-PROPOS

DÉFINITIONS

- 1.1 A moins que le contexte exige une énonciation ou définition contraire, les définitions qui suivent s'appliquent aux présents statuts et règlements:

"Loi" signifie la loi sur la généalogie des animaux (Canada) et tout article constitutif pouvant y être substitué suite aux amendements qui sont adoptés de temps à autres.

"Association": Standardbred Canada;

"Agent autorisé": un membre actif en règle, âgé d'au moins 17 ans le 1^{er} janvier de l'année donnée et qui a été désigné par une personne pour agir en son nom à titre d'agent. La nomination doit être faite par écrit et spécifier les autorités qui sont conférées à l'agent, et doit être disponible pour présentation sur demande d'un officiel. Si une Régie des courses l'exige, la nomination doit être enregistrée auprès de la Régie et être remplie sur le formulaire prescrit par la Régie. Les nominations d'agents autorisés seront conservées électroniquement par Standardbred Canada.

"Conseil": le conseil des directeurs;

"Règlements": les présents articles réglementaires et toute autre règle pouvant être adoptés et mise en vigueur par l'Association;

"Résident canadien": une personne qui maintient un domicile permanent au Canada pendant au moins 183 jours d'une année donnée;

"Régie": Régie de course provinciale ou organisme équivalent ayant autorité territoriale;

"Directeur": un membre qui fait partie du Conseil des Directeurs;

"Entité": signifie un individu, organisation, partenariat, corporation ou autre groupe de partenariat.

"Réunion de courses prolongée": une réunion de courses avec pari mutuel d'au moins 10 jours qui est tenue en-dehors de toute période de 12 mois consécutifs;

"En règle": un membre qui a rempli toutes les conditions d'adhésion, a payé la cotisation requise, et son adhésion ne fut pas suspendue ou révoquée;

"Ministre": le Ministre de l'agriculture du Canada;

"Réunion de courses non-prolongée": une réunion de courses avec ou sans pari mutuel dont la durée est moindre de 10 jours durant une année, et qui comprend une réunion de courses qui se dispute sur un circuit régional comme défini à l'Article 3.

"Propriétaire": le seul propriétaire, le copropriétaire, le loueur ou le locataire d'un cheval Standardbred enregistré auprès de Standardbred Canada ou de la United States Trotting Association.

"Adresse": lorsqu'il s'agit d'un membre, directeur, officier, vérificateur, solliciteur, ou membre d'un comité du conseil d'administration, l'adresse la plus récente inscrite dans les registres de l'Association.

"Hippodromes": lieux où sont tenues les courses de chevaux Standardbred incluant l'exploitant, personne morale ou l'entité qui organise des courses de chevaux Standardbred.

- 1.2 Lorsque l'exige le contexte dans les présents statuts et règlements constitutifs, le singulier comprend le pluriel, le masculin comprend le féminin et vice-versa; et les mots désignant des personnes incluent les individus, personnes morales, partenariats, sociétés fiduciaires et entreprises non constituées.

SIÈGE SOCIAL

- 1.3 Le siège social de l'Association sera situé dans la ville de Mississauga dans la province de l'Ontario, ou pourra être établi dans un autre endroit déterminé par les membres du Conseil.

SCEAU DE L'ASSOCIATION

- 1.4 Le sceau de l'Association révélera la marque symbolique de l'Association qui sera approuvée par les membres du Conseil et sera gardé par le secrétaire général de l'Association ou une personne assignée.

OBJECTIFS

- 1.5 Les objectifs de Standardbred Canada seront les suivants :
- (a) l'enregistrement et l'identification des chevaux Standardbred ainsi que la tenue de dossiers généalogiques propres à ces chevaux;
 - (b) la tenue et conservation de tous les documents relatifs à l'élevage et aux courses de chevaux Standardbred;
 - (c) la promotion des courses de chevaux Standardbred;
 - (d) la promotion et la protection des chevaux de race Standardbred et des personnes qui élèvent, possèdent et font courir des chevaux de race Standardbred.

ARTICLE 2 – ADHÉSION

ADMISSION

- 2.1 Tout individu ou personne morale peut soumettre une demande d'adhésion auprès de l'Association et cette adhésion ne sera accordée que sous réserve des termes et conditions que le Conseil juge appropriés et en considération des règlements adoptés par les associations qui ont droit d'exercer leur autorité dans le territoire, la responsabilité financière de l'adhérent et autres facteurs pouvant affecter l'industrie des chevaux Standardbred.

QUALIFICATION

- 2.2 L'Association offrira les catégories d'adhésion suivantes :
1. **Membres actifs:**
Tous les membres incluant les membres éleveurs qui ne sont pas des hippodromes membres.
 2. **Membres éleveurs:**
Tout membre, autre qu'un hippodrome membre, qui réside au Canada et s'inscrit comme étant un éleveur avant le 31 décembre d'une année pour l'année qui suivra, et qui est enregistré comme le propriétaire ou le locataire d'une poulinière ou d'un étalon qui a été accouplé au moins une fois endedans des trois (3) ans qui précèdent l'année en cours.
 3. **Hippodromes membres:**
Des entités qui organisent et présentent des réunions prolongées de courses sous harnais au Canada. Le Conseil sera habilité d'un pouvoir discrétionnaire et pourra accepter une demande d'adhésion ou une demande de renouvellement d'adhésion de la part d'une personne morale qui organise des réunions de courses non prolongées.
 4. **Membres honoraires:**
Des personnes sont ainsi désignées de temps en temps par le Conseil.

DEMANDE D'ADHÉSION DE MEMBRE

- 2.3 Toutes les demandes d'adhésion de membre devront être soumises sur un formulaire prescrit par le Conseil. Tous les demandeurs devront consentir à se conformer aux Règles et Règlements. Un membre doit aviser l'Association, par écrit, du changement de son adresse permanente dans les trente jours qui suivent ledit changement.

REFUS ET/OU ADMISSION D'UNE DEMANDE D'ADHÉSION ET RETRAIT OU RÉVOCATION D'UNE ADHÉSION DE MEMBRE

- 2.4 Lorsque le comité exécutif juge:
- (a) que l'adhésion d'un membre n'est pas dans le meilleur intérêt de l'Association;
ou
 - (b) que l'adhésion ou renouvellement d'adhésion d'un membre pourrait causer un préjudice ou pourrait nuire à l'élevage des chevaux Standardbred et au sport des courses sous harnais.
- Le Comité exécutif a le pouvoir de suspendre ou de révoquer l'adhésion de tout membre.
- 2.5 Une décision rendue en respect de l'Article 2.4 peut être placée en appel en vertu de l'Article 8.1.

FRAIS D'ADHÉSION

- 2.6 Les membres devront payer des frais d'adhésion annuelle non remboursables comme prescrit par le Conseil.

DROIT DE VOTE

- 2.7 Un membre actif ou un membre éleveur qui est une personne morale n'aura pas le droit de voter. Tous les autres membres Actifs et Éleveurs et les membres honoraires (en droit d'antériorité) en règle auront droit à un vote, pourvu que :
- (a) Le membre soit âgé d'au moins 17 ans à la date du 1er janvier de l'année donnée;

- (b) que le membre est un résident canadien. Un membre qui n'est pas un résident canadien n'a pas le droit de voter.
- 2.8 Seuls les membres éleveurs qui sont identifiés comme tels auront le droit de voter sur des matières relatives au règlement #2.
- 2.9 Les membres des hippodromes en règle auront un vote par entité pour l'élection de directeurs.

ARTICLE 3 - RÉGIONS

RÉGIONS

3.1 Les régions sont établies comme suit :

- Région 1: **Région de l'Ouest**
(comprend les provinces : Colombie Britannique, Alberta, Saskatchewan, Manitoba ainsi que le Yukon, les territoires du Nord-Ouest et Nunavut)
- Région 2: **Région de l'Ontario**
(comprend la province de l'Ontario)
- Région 3: **Région de Québec**
(comprend la province de Québec)
- Région 4: **Région de l'Atlantique**
(comprend les provinces : Nouveau-Brunswick, Nouvelle-Écosse, Ile-du-Prince Edouard, Terre-Neuve, ainsi que le Labrador)

ARTICLE 4 – CONSEIL DES DIRECTEURS

GESTION

4.1 Les affaires de l'Association seront gérées par les membres du Conseil qui sont élus conformément à ce statut.

POUVOIR RÉGLEMENTAIRE

- 4.2 (a) Le conseil aura le pouvoir d'instituer, édicter, abroger, annuler, ou modifier des règlements et statuts touchant la conduite de courses sous harnais, l'élevage de chevaux de race Standardbred et délivrance de licence aux membres, et aura aussi le pouvoir d'infliger des pénalités et/ou de suspendre ou révoquer l'adhésion et la licence de tout membre.
- (b) Le Conseil devra établir un tableau des frais touchant l'adhésion des membres, l'enregistrement des chevaux et les divers services que procure l'Association. Des frais pourront être prescrits pour des causes ou matières devant être soumises au Comité des éleveurs.
- (c) Le conseil devra établir une Politique des valeurs et pratiques, laquelle pourra être amendée de temps à autre pour régir le comportement des Directeurs, Officiers et autres représentants de l'Association.

ADMISSIBILITÉ

4.3 Les membres éliront quinze (15) directeurs de la façon suivante; mais nul directeur ne devra représenter plus d'une (1) classe de membre. Tous les directeurs doivent être des résidents du Canada, résider dans la région pour laquelle ils sont élus et être des membres en règle de l'Association.

Membres Actifs:	Région de l'Ouest	1	directeur
	Région de l'Ontario	2	directeurs
	Région de Québec	1	directeur
	Région de l'Atlantique	1	directeur
Membres Éleveurs:	Région de l'Ouest	1	directeur
	Région de l'Ontario	2	directeurs
	Région de Québec	1	directeur
	Région de l'Atlantique	1	directeur
Hippodromes Membres:	Région de l'Ouest	1	directeur
	Région de l'Ontario	2	directeurs
	Région de Québec	1	directeur
	Région de l'Atlantique	1	directeur

MANDAT

- 4.4 (a) La durée du mandat des membres élus Directeurs du Conseil sera de trois (3) ans et ledit mandat commencera immédiatement après l'élection et expirera à la date de la prochaine élection.
- (b) Afin d'assurer une continuité entre la date de l'élection d'un nouveau Conseil et la date à laquelle a lieu la première réunion du nouveau Conseil, le mandat d'office du président et des comités Exécutif et Vérification n'expirera pas dès l'élection d'un nouveau Conseil mais se poursuivra jusqu'à l'élection par le nouveau conseil d'un Président, Exécutif et Vérification.

CESSATION DU MANDAT

- 4.5 Le poste de directeur est terminé :
- (a) au décès;
- (b) lorsque le directeur résigne sa position et remet sa démission par écrit;
- (c) lorsque le mandat de directeur est révoqué en vertu de l'Article 4.10
- (d) lorsque le directeur est absent à deux (2) réunions du conseil d'administration ou de comité dans une année civile, la participation et la position du directeur seront examinés par le Comité Exécutif;
- (e) si le conseil, lors d'une réunion convoquée à ce sujet, décide, par motion votée par les deux tiers des directeurs présents et votants, qu'un directeur contrevient à la Politique Valeurs et Pratiques.
- 4.6 Si un directeur cesse d'assumer son mandat pour une raison ou une autre, le Conseil pourra nommer un membre actif ou un membre éleveur (selon le cas) pour remplir le poste vacant. Le membre assigné devra avoir droit de vote, être en règle et résider dans la même région que le directeur sortant sous réserve que si le directeur sortant avait été élu ou nommé par les hippodromes membres d'une région, le candidat appelé à le remplacer devra aussi être nommé par le ou les hippodromes membres qui se situent dans ladite région. Un directeur nommé en vertu de cette section devra assumer les fonctions du directeur sortant jusqu'à l'échéance du mandat de ce dernier et il sera admissible à être ré-élu lors de la prochaine élection des directeurs.

ÉLECTION

- 4.7 Les directeurs ne peuvent être élus pour servir plus de 3 termes consécutifs de 3 ans, mais ils sont autrement des candidats admissibles pour ré-élection.
- 4.7.1 Le procédé à suivre pour l'élection des directeurs sera comme précisé ci-dessous :
- (1) La date d'élection établie par le Conseil ne sera pas plus tard que 120 jours suivant la fin de l'année financière, et la date de fermeture de la mise en nomination des candidats ne sera pas moins de six (6) semaines au préalable de la date de l'élection.
- (2) Au moins huit semaines avant la date de l'élection, un avis d'élection devra être transmis aux membres électroniquement ou par la parution d'un avis dans la publication officielle de l'Association.
- (3) Toutes les mises en candidature pour l'élection de Directeurs qui représenteront les membres actifs et membres éleveurs, devront être dûment signées par le candidat et cinq membres, tous en règle et résidents de la même région, et reçues au bureau de l'Association à 17 h au plus tard le jour de la fermeture des mises en candidature.
- (4) Une mise en candidature pour l'élection d'un directeur qui représentera les hippodromes devra être signée par le candidat et un hippodrome membre, tous les deux membres en règle résidents de la même région, et devra être reçue au bureau de l'Association à 17 h au plus tard le jour de la fermeture des mises en candidature.
- (5) Le Conseil assurera la préparation des bulletins de vote pour chaque région (en respect des classes et/ou catégories précisées au chapitre 4.3) où plus d'un (1) candidat est mis en nomination et procurera une procédure de votation, soit par courrier ou autres moyens électroniques, à chaque membre habilité de voter.
- (6) Les directeurs «Actifs» seront élus par des membres «Actifs» résidents dans la région.
- (7) Les directeurs «Éleveurs» seront élus par des membres «Éleveurs» résidents dans la région.
- (9) Tous les bulletins remplis seront conservés par la personne agissant à titre de directeur du scrutin de façon sécuritaire. Le jour de l'élection, tous les bulletins de vote reçus à l'Association seront dépouillés et comptés par des scrutateurs qui ne sont pas candidats. Les noms des directeurs élus seront publiés électroniquement et/ou dans la revue officielle de l'Association.
- (10) Sous réserve de chaque catégorie en référence à l'Article 4.3, le candidat qui aura obtenu le plus grand nombre de votes dans sa région sera proclamé le directeur.
- (11) En cas d'égalité du nombre de votes, le nom de tous les candidats ex-aequo seront admis dans un tirage au sort et le nom tiré déterminera le candidat qui sera élu au poste de directeur.

ASSEMBLÉES

- 4.8 Une assemblée annuelle du conseil sera tenue pas plus de quinze (15) jours avant la réunion annuelle des membres.
- 4.8.1 Le président convoquera une réunion spéciale du conseil à la demande écrite d'au moins huit (8) directeurs. Le président pourra aussi convoquer des réunions spéciales du conseil s'il le juge nécessaire.

- 4.8.2 Les membres du conseil devront se réunir au moins quatre (4) fois au cours d'une année civile en personne ou, avec l'approbation du président, par téléphone ou par tout autre moyen de télécommunication permettant à toutes les personnes participant à la réunion de dialoguer.
- 4.8.3 L'avis de convocation d'une réunion du conseil doit être signifié pas moins de quatorze (14) jours avant la tenue de cette réunion, à moins que les personnes habilitées à recevoir cet avis y renoncent ou consentent à la tenue de cette réunion. L'avis pour la tenue des réunions du conseil devra décrire la nature des points à discuter lors de la réunion.
- 4.8.4 Une réunion du conseil et de tout comité formé en respect de ces statuts ou assigné par le conseil peut être tenue par voie d'une téléconférence ou par communication électronique.
- 4.8.5 Le président du conseil ou en son absence le vice-président, dirigera la réunion, ou en l'absence des deux, un directeur nommé spécifiquement pour la circonstance par les autres directeurs présents durant la première réunion de l'année civile. Le président ou président par interim pourra adopter les méthodes de résolution du code des règles de procédures "Roberts".
- 4.8.6 Une demande pour ajouter un point à l'ordre du jour d'une réunion du conseil, doit être faite par écrit et être envoyée à l'Association, à l'attention du Secrétaire général, pas moins de quatorze (14) jours avant la tenue de la réunion. Toutes les demandes doivent décrire la nature des affaires à discuter et comprendre toute la documentation d'appui pertinente.

QUORUM

- 4.9 La présence de huit (8) membres du conseil sera nécessaire pour constituer un quorum pour la conduite des affaires de l'Association.
- 4.9.1 Le quorum est constitué par la majorité des membres des comités spéciaux ou des groupes de travail présents, en personne, par téléphone ou par tout autre moyen de télécommunication permettant à toutes les personnes participant à la réunion de converser.

DESTITUTION

- 4.10 Un directeur peut être destitué de son mandat par le vote majoritaire des membres présents lors d'une réunion spéciale des membres. Seuls les membres admissibles à l'élection dudit directeur en vertu de l'Article 4.3 seront :
- (a) comptés pour déterminer si le nombre est suffisant pour former un quorum pour la tenue d'une telle réunion
 - (b) admissibles à voter pour la destitution du directeur

PRÉSIDENT

- 4.11.1 Le Conseil élira un président parmi les directeurs durant leur première réunion de l'année civile. Il agira aussi à titre de président du Comité exécutif et sera membre ex-officio de tous les autres comités du conseil.
- 4.11.2 Lors d'une réunion du conseil, le président s'abstiendra de voter sur une motion mais pourra voter pour briser une égalité, pour en créer une, ou si le vote se fait par vote secret.
- 4.11.3 Là où l'urgence d'une question ou une situation requiert la considération du Conseil, et qu'il est impossible de convoquer une réunion du conseil aussi rapidement qu'il serait nécessairement ou opportun, le président agira à ce titre et au nom du Conseil, et par la suite, convoquera une réunion du Comité exécutif dans les sept (7) jours suivant l'action. Le président fera rapport des circonstances du cas et de l'action posée.
- 4.11.4 Le président pourra constituer des comités ponctuels composés de directeurs ou autres personnes qui fourniront des conseils et recommandations sur des sujets particuliers.

VICE-PRÉSIDENT

- 4.12.1 Un vice-président sera élu parmi et par les directeurs durant leur première réunion de l'année civile.
- 4.12.2 Durant l'absence ou l'incapacité du président, les pouvoirs et fonctions de la tâche pourront être exercés par le vice-président.

COMITÉS DU CONSEIL

- 4.13 Les comités devront être formés par le conseil dès la première réunion du conseil à chaque année civile.

COMITÉ DES ÉLÈVEURS

- 4.14 Le comité des éleveurs devra :
- (a) être formé de tous les directeurs 'éleveur' élus par le conseil
 - (b) élire un président du comité des éleveurs
 - (c) avoir gouvernance du règlement #2 et Réglementation #2

- (d) proposer les amendements au règlement #2, lequel exige le vote des membres éleveurs
- (e) recommander et nommer des membres pouvant s'acquitter d'un mandat au sein de toute association d'élevage régionale lorsque requis

COMITÉ DE VÉRIFICATION

- 4.15 Le comité de vérification sera formé d'au moins cinq (5) membres de Standardbred Canada, qui ne sont indépendants de l'administration.

Trois (3) membres du comité seront des non-directeurs, et deux (2) membres du comité seront des membres du Conseil. Le Comité élira son président lors de sa première réunion annuelle. La durée du mandat des membres non-directeurs du comité sera de deux (2) ans. La durée du mandat des membres du comité membres du Conseil sera d'un (1) an. Il y aura un maximum de quatre (4) mandats consécutifs pour chaque membre du comité siégeant sur le conseil.

Le comité de vérification informera le conseil sur l'intégrité de :

- (a) ses règles et méthodes comptables son administration financière;
- (b) sa conformité à toutes les exigences juridiques et réglementaires;
- (c) l'indépendance et la performance de ses vérificateurs externes.

COMITÉ EXÉCUTIF

- 4.16 Le comité exécutif sera formé comme suit :
- (a) un président et un vice-président
 - (b) le président du comité des éleveurs
 - (c) trois directeurs élus par le conseil lors de la réunion des directeurs comme précisé à l'Article 4.8.
 - (d) le président sortant en tant que membre pour un an suite à l'élection d'un nouveau président

COMITÉS SPÉCIAUX

- 4.17 Le conseil pourra établir des comités spéciaux pour exécuter des projets particuliers ou exercer des fonctions pendant certaines périodes de temps. Le conseil déterminera les membres qui feront partie des comités spéciaux.

RÉMUNÉRATION

- 4.18 Les directeurs et personnes siégeant sur les comités s'acquitteront de leurs tâches sans rémunération, mais des dépenses raisonnables qu'ils engageront dans l'exercice de leurs fonctions seront remboursées par l'Association. En outre, le président peut recevoir une rémunération supplémentaire pour des responsabilités additionnelles dont le montant sera déterminé par le conseil. Le paiement de cette rémunération au président peut être effectué par versements périodiques au cours de l'année.

DESTITUTION

- 4.19 Un membre faisant partie d'un comité ou d'un conseil au sein de l'industrie, autre que le comité des éleveurs, pourra être destitué de son poste moyennant le vote majoritaire des membres du conseil lors d'une réunion convoquée par le conseil pour ce propos.

ARTICLE 5 – RÉUNIONS DES MEMBRES

QUORUM

- 5.1 La présence de vingt-cinq (25) membres formera quorum lors de toute réunion spéciale ou annuelle des membres.

PROCÉDURE

- 5.2 Une assemblée annuelle des membres sera tenue à chaque année à une date qui sera fixée par le conseil, et la date de tenue sera au moins cent-vingt (120) jours après la fin de l'année financière de l'Association.
- 5.3 Les assemblées des membres seront tenues à des endroits et heures déterminés par le conseil, et les réunions particulières des membres seront convoquées par le président moyennant la demande écrite d'au moins cinquante (50) membres.
- 5.4 Une demande d'ajout d'un point à l'ordre du jour de l'Assemblée annuelle des membres, doit être faite par écrit et envoyée à l'Association, à l'attention du Secrétaire général pas moins de trente (30) jours avant la tenue de l'Assemblée. Toutes les demandes doivent décrire la nature des affaires à discuter et comprendre toute la documentation pertinente à son appui.

AVIS

- 5.5 Tout avis conforme devant être communiqué, incluant un avis d'assemblée annuelle ou de réunion spéciale, pourra être communiqué par le site Web officiel ou envoyé aux membres par la poste à l'adresse inscrite dans les dossiers de l'Association, ou dans la revue officielle de l'Association qui est régulièrement mallée aux membres.
- 5.6 Notification d'une assemblée annuelle ou d'une réunion générale spéciale devra être donnée au moins vingt (20) jours avant la date de l'assemblée ou de la réunion. L'avis d'une réunion spéciale des membres devra contenir suffisamment de renseignements sur les affaires qui seront tranchées à ladite assemblée/réunion pour permettre aux membres de prendre une décision motivée et équitable.

ARTICLE 6 – OFFICIERS

PRÉSIDENT & CHEF DE LA DIRECTION

- 6.1 Le comité exécutif devra élire un Président et Chef de la Direction, sous réserve de ratification par le conseil. Le président et chef de la direction sera un employé rémunéré par l'association et exercera toute la responsabilité de l'administration générale des affaires de l'association.

Le Président et Chef de la Direction a le pouvoir de suspendre ou annuler l'adhésion d'un membre qui néglige de payer les frais ou dettes dus à l'association.

SECRÉTAIRE GÉNÉRAL

- 6.2 Le conseil nommera au poste de secrétaire général une personne qui peut être un(e) employé(e) de l'association.
- 6.3 Le secrétaire général agira comme commis des assemblées du conseil pour compiler les votes et rédiger le procès-verbal de la réunion. Le secrétaire général sera responsable pour la distribution et transmission des avis d'assemblées et devra effectuer les autres tâches spécifiques que pourra lui déléguer le conseil.

DIRECTEUR DES FINANCES

- 6.4 Le conseil nommera un Directeur Principal des Finances qui peut être un employé de l'association.
- 6.5 Le directeur des finances :
- (a) devra assurer la tenue et la sauvegarde de rapports complets et précis des valeurs actives, passif du bilan ainsi que des recettes et dépenses de l'association.
 - (b) devra déboursier les fonds de l'association en respect des directives expresses qui lui sont communiquées par le conseil et devra présenter un compte-rendu réel et précis de toutes les transactions.
 - (c) devra réviser les états financiers de l'association et fournir ses commentaires au comité de vérification ainsi qu'au conseil.

REGISTRAIRE

- 6.6 Le registraire sera nommé à ce poste par le Président et Chef de la Direction. Le registraire devra s'acquitter des tâches prescrites par la Loi sur la généalogie des animaux et assumer d'autres fonctions selon les instructions du Président et Chef de la direction.

DESTITUTION

- 6.7 Tout officier pourra être destitué de sa position moyennant le vote majoritaire des membres du conseil lors d'une réunion convoquée par le conseil pour ce propos.

ARTICLE 7 – VÉRIFICATEUR

NOMINATION

- 7.1 La nomination d'un vérificateur sera faite à l'assemblée annuelle des membres. Ce vérificateur sera chargé de la vérification des comptes de l'association et soumettra un rapport pertinent pour révision lors de la prochaine assemblée annuelle des membres.
- 7.2 Le vérificateur sera en fonction jusqu'à la prochaine assemblée annuelle des membres pourvu que l'association puisse remplir le poste d'un vérificateur à l'éventualité qu'un vérificateur soit incapable de compléter son mandat.

ANNÉE FINANCIÈRE

- 7.3 L'année financière de l'association se terminera le 31^{ème} jour du mois d'octobre.

ARTICLE 8 - APPELS

- 8.1 Une personne qui, en respect des statuts et règlements, se voit frapper d'une amende, suspension ou autre pénalité, incluant une décision du registraire prise en vertu du règlement 2, Article 9, et qui désire faire appel d'une telle décision, devra le faire par écrit et assurer que ce document soit délivré au bureau de l'association en-dedans des trente (30) jours qui suivent la date de la décision rendue. Nonobstant ce qui précède, un appel ne pourra être formulé, si le droit d'appel existe auprès d'une régie ou d'un conseil institué par une régie.
- 8.2 Sur réception d'un avis d'appel à l'encontre d'une décision rendue, le président devra regrouper trois (3) anciens ou présents directeurs de Standardbred Canada pour former un tribunal d'appel en vue d'une audience. Selon leur appréciation des faits, les officiers du tribunal d'appel pourront, s'ils le jugent à propos, suspendre toute pénalité dans l'attente d'une audience. Les appels à l'encontre d'une décision rendue par le Registraire, en vertu des Dispositions réglementaires #2, seront entendus par le Comité des Éleveurs.
- 8.3 Le tribunal d'appel devra élire son président et établir ses propres procédures d'appel d'après les principes de justice naturelle. Le tribunal d'appel peut tenir une audience ou peut rendre une décision en se basant sur les témoignages écrits. Une audience peut être tenue à n'importe quel endroit désigné par le tribunal d'appel.
- 8.4 Le tribunal d'appel peut ratifier, modifier ou abroger toute décision faisant l'objet d'un appel et peut charger les frais d'appel à la personne qui a logé l'appel ou à l'association.
- 8.5 La décision du tribunal sur le cas en appel sera finale et devra être observée par l'appelant et l'association.

ARTICLE 9 - INDEMNISATION

- 9.1 Sous réserve des restrictions prescrites par la Loi, l'association devra indemniser un directeur, officier, membre d'un comité, un ancien directeur ou officier ou membre d'un comité, ou une personne qui agit ou agissait, à la demande de l'association, comme directeur, ou officier, ou membre d'un comité d'une entreprise dans laquelle l'association est ou était impliquée en tant que créancier ou actionnaire, ainsi que ses héritiers et conseillers légaux, de tous les frais, charges, dépenses et pertes imputables à l'exécution de ses fonctions au nom de l'association, incluant toute somme payée pour régler une poursuite légale ou civile ou satisfaire un jugement, si
- (a) il a agi honnêtement et de bonne foi et dans le meilleur intérêt de l'association;
 - et
 - (b) dans un cas d'un acte criminel ou administratif qui entraîne une amende en argent, il a raison de croire que sa conduite fut licite et conforme.
- 9.2 Dans des circonstances requises et permises par la Loi, l'association devra aussi indemniser les personnes auxquelles s'applique la section 9.1.

ASSURANCE

- 9.3 L'association devra acheter et maintenir une police d'assurance responsabilité civile pour couvrir tous les directeurs, officiers et membres des comités.

ARTICLE 10 – DISSOLUTION

- 10.1 Dans un cas où les membres seraient en faveur de dissoudre l'association, toutes les recettes découlant de la liquidation des biens de l'association devront être données à une entité à buts non lucratifs du Canada dont les buts et la mission sont l'amélioration et la croissance des chevaux de race Standardbred.

ARTICLE 11 - AMENDEMENT DES RÈGLES ET RÈGLEMENTS

- 11.1 Les règles et règlements de l'association, exception faite du règlement #2, peuvent être abrogés ou amendés, ou un nouveau règlement peut être institué par voie d'une résolution édictée par la majorité des directeurs lors d'une réunion du conseil et approuvée par la majorité des membres qui exercent leur droit de vote en retournant leur bulletin de vote.
- 11.2 Une proposition pour amender, modifier ou abroger une section du règlement # 1, devra être soumise à l'approbation des membres par voie de vote, si cette proposition est approuvée par le conseil ou soumise par un membre ayant la signature de vingt-cinq (25) membres en règle pour appuyer ladite proposition.
- 11.3 Une proposition pour amender, modifier ou abroger le règlement # 2 devra être soumise à l'approbation des membres éleveurs par voie de vote si cette proposition est approuvée par le comité des éleveurs, ou soumise par un membre éleveur ayant la signature de vingt-cinq (25) membres éleveurs en règle pour appuyer ladite proposition.
- 11.4 Aucun règlement ne sera amendé ou abrogé ou mis en vigueur avant d'avoir été officiellement approuvé par le Ministre de l'Agriculture.

ARTICLE 12 – SIGNATURE ET CERTIFICATION DE DOCUMENTS

- 12.1 Tous les contrats, documents, ententes ou conventions nécessitant la signature de l'association seront signés par un officier de l'association, ou autre(s) signataires ainsi désignés par le conseil de temps à autres, et la signature du signataire autorisé sur tous les contrats, documents, ententes ou conventions confirmera l'engagement de l'association. Lorsque requis, le sceau de l'association pourra être apposé sur les contrats, documents, ententes ou conventions par le Président et Chef de la direction de l'association ou par un officier qui est autorisé suite à une résolution du conseil.

Promulgué ce _____ jour de _____

Secrétaire générale